

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 00767 Numéro SIREN : 490 172 376 Nom ou dénomination : BRISSAC DISTRIBUTION
--

Ce dépôt a été enregistré le 10/09/2018 sous le numéro de dépôt 8791



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Geneviève DURANTEAU

Expert - comptable associée

Laurence GOYEC

Rachel VIOLIN

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

SAS BRISSAC DISTRIBUTION

Parc d'Activités des Fontenelles

49320 BRISSAC-QUINCE

Siret : 490 172 376 00025

Tél. 02 41 54 50 50

Fax 02 41 54 50 51

BRISSAC DISTRIBUTION

Parc d'Activités Les Fontenelles
49320 BRISSAC QUINCE

S.A.S. au capital de 50 000 €
R.C.S. ANGERS 490 172 376

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Février 2017 au 31 Janvier 2018

92

Tél 02 40 92 66 00

Fax 09 55 27 66 00

■ cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier. 44800 Saint-Herblain

B.P. 30123. 44817 Saint-Herblain Cedex

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700. RCS Nantes 330 356 700. Capital 430 000 euros



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	15 645 025	6 355 545	9 289 479	8 775 258
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	244 101	193 990	50 110	52 821
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	199 101	193 990	5 110	7 821
FONDS COMMERCIAL (1)	45 000		45 000	45 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 941 000	6 161 555	8 779 445	8 266 515
TERRAINS	1 251 206	44 269	1 206 937	1 195 584
CONSTRUCTIONS	9 555 090	3 634 095	5 920 994	6 187 269
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 190 299	1 771 091	419 207	360 207
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 228 224	712 098	516 125	330 230
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	716 179		716 179	193 223
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	459 923		459 923	455 921
PARTICIPATIONS	1 000		1 000	1 000
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	302 451		302 451	302 451
TITRES IMMOBILISES DIVERS	79 082		79 082	76 689
PRETS	73 286		73 286	71 677
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	4 103		4 103	4 103
ACTIF CIRCULANT	4 070 231	4 083	4 066 148	3 631 353
STOCKS ET EN-COURS	2 580 679		2 580 679	2 306 657
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 674		8 674	9 088
MARCHANDISES	2 572 005		2 572 005	2 297 569
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	864 688	4 083	860 605	881 350
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	134 826	4 083	130 743	116 186
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	729 861		729 861	765 164
CREANCES DIVERSES (3)	267 496		267 496	84 147
DISPONIBILITES	253 002		253 002	265 562
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	104 365		104 365	93 634
TOTAL GENERAL	19 715 257	6 359 628	13 355 628	12 406 612
(1) Dont droit au bail			45 000	45 000
(2) Dont à moins d'un an			2 378	2 544
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	1 475 573	1 038 248
CAPITAL	50 000	50 000
RESERVES	988 248	578 297
RESERVE LEGALE	5 000	5 000
AUTRES RESERVES	983 248	573 297
RESULTAT DE L'EXERCICE	437 325	409 951
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	1 475 573	1 038 248
DETTES (1)	11 880 055	11 368 364
DETTES FINANCIERES (2)	8 474 562	8 247 437
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	8 457 383	8 228 796
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	17 179	18 641
DETTES D'EXPLOITATION	3 243 761	2 960 744
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 276 859	1 829 675
DETTES FISCALES ET SOCIALES	870 936	1 040 582
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	95 965	90 486
DETTES DIVERSES	153 002	160 182
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	152 554	159 742
AUTRES DETTES DIVERSES	448	440
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 728	
TOTAL GENERAL	13 355 628	12 406 612
(1) Dont à plus d'un an	5 047 358	4 877 926
Dont à moins d'un an	6 832 696	6 490 438
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	2 457 809	2 369 550

12



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	32 844 180	31 445 887
VENTES DE MARCHANDISES	32 129 057	30 827 928
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	393 898	332 920
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	32 522 955	31 160 848
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	41 101	12 853
REPRISES SUR PROVISIONS	58 086	102 488
TRANSFERTS DE CHARGES	56 861	37 918
AUTRES PRODUITS	165 174	131 778
CHARGES D'EXPLOITATION	31 941 314	30 591 388
ACHATS DE MARCHANDISES	26 945 443	25 246 782
VARIATION DES STOCKS	(221 436)	(52 409)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(426 291)	(388 431)
VARIATION DES STOCKS	414	1 968
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	1 890 863	1 977 794
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	439 525	433 502
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 052 428	2 033 788
CHARGES SOCIALES	544 925	542 968
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	708 251	670 213
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT		62 169
AUTRES CHARGES	7 189	63 042
RESULTAT D'EXPLOITATION	902 865	854 498
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPER FAITES EN COMMUN		
BENEFICE OU PERTE TRANSFERE		319
PRODUITS FINANCIERS	1 173	255
PARTICIPATIONS	706	18
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	466	257
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS		(19)
CHARGES FINANCIERES	188 093	167 101
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	188 093	167 101
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE		
RESULTAT FINANCIER	(186 920)	(166 846)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	715 945	687 971



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	123	32 716
SUR OPERATIONS DE GESTION	123	1 737
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		22 453
REPRISES SUR PROVISIONS		8 526
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 712	24 647
SUR OPERATIONS DE GESTION	9 058	2 194
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 654	22 453
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(10 589)	8 068
PARTICIPATION DES SALAIRES	128 870	123 835
IMPOTS SUR LES BENEFICES	139 161	162 254
Total des produits	32 845 476	31 479 178
Total des charges—	32 408 151	31 069 227
BENEFICE NET COMPTABLE	437 325	409 951
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	29 294	35 561
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les investissements de l'exercice s'élèvent à 1 412 k€ (dont 716 k€ d'immobilisations en cours), dont 193 k€ étaient portés dans le poste « immobilisations en cours » sur l'exercice précédent. Ils ont été financés par emprunts bancaires pour la totalité, dont 293 k€ étaient non débloqués à la clôture de l'exercice.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois pour les acquisitions antérieures à cet exercice.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le droit au bail est inscrit pour sa valeur d'acquisition, il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	4 à 10 ans
- Constructions :	20 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	7 à 10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	5 à 12 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 10 000 actions de 5 euros.

Fonds commercial

*Droit au bail	Acquisition le 18/01/2017	45 000
----------------	---------------------------	--------

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	244 101			244 101
Immobilisations corporelles	13 722 530	1 218 471		14 941 001
Immobilisations financières - titres	77 690	2 393		80 082
Immobilisations financières - créances	378 232	4 126	2 517	379 841
	14 422 553	1 224 990	2 517	15 645 026

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	191 279	2 711		193 990
Immobilisations corporelles	5 456 015	705 540		6 161 555
	5 647 294	708 251 (*)		6 355 546
(*) Dont dotation : . linéaire		708 251		
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)				
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	62 170		58 087	4 083
	62 170	(*)	58 087 (*)	4 083
(*) Dont : . exploitation			58 087	
. financier				
. exceptionnel				

Passif éventuel : La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de remises perçues auprès des fournisseurs par ses coopérateurs. La quote-part de la société s'élève à 60 k€.

Dans l'attente du dénouement définitif de cette procédure, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine	0	145 644
Dotation aux amortissements théoriques	0	38 668
Cumul des amortissements théoriques	0	122 701
Valeur nettes	0	22 943
Redevances		
Afférentes à l'exercice	0	26 429
Cumulées	0	84 568
Restant à payer: . à mois d'un an	0	17 785
. de un à cinq ans	0	30 323
. à plus de cinq ans	0	0
. total	0	48 108
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	0	58 424

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	379 841	2 378	377 463
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	864 688	864 688	
Créances diverses	267 496	267 496	
Charges constatées d'avance	104 365	104 365	
	1 616 391	1 238 928	377 463

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 459 731	2 459 731		
Emprunts bancaires (1)	5 997 653	950 294	3 530 584	1 516 775
Emprunts & dettes financières divers (2)	17 179	17 179		
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	3 243 762	3 243 762		
Dettes diverses	153 002	153 002		
Produits constatés d'avance	8 729	8 729		
	11 880 055	6 832 696	3 530 584	1 516 775

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 1 922

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 131 244

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 990 548

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	18 827 465
- Drive	3 152 481
- Station-service	10 543 009
	32 522 955

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	4
- Agents de maîtrise	10
- Employés	78
	92

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 99 338 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 118 865 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Produits exceptionnels divers	0	123
Amendes et pénalités	8 540	0
Charges exceptionnelles diverses	2 173	0
	10 713	123

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	78 754
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	50 116
	128 870

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée des crédits d'impôts.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	181 755
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-42 597
	139 161

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	29 009
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	26 882

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

Une partie des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles à hauteur de 5 914 144 € (nantissement du fonds de commerce et mandat d'hypothèque à première demande sur l'ensemble immobilier avec interdiction d'aliéner publiée) et des sûretés personnelles à hauteur de 165 000 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	100 000	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	-	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	92 701	92 701
Emprunts obtenus non encaissés	807 185	807 185
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (cadres : 44%, agents de maîtrise : 43%, employés : 31%) ;
- critère de turn-over du personnel : cadres faible, agents de maîtrise faible , employés moyen ;
- table de mortalité : 2016.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 56 000 €

Entreprises liées

Participations	1 000
Créances rattachées à des participations	302 451

S.A.R.L. INSIDE
49320 Brissac Quincé
R.C.S. ANGERS
505 007 518

S.A.R.L. INSIDE
49320 Brissac Quincé
R.C.S. ANGERS
505 007 518

Filiales & participations à plus de 50 %

Capital	7 000
Capitaux propres autres que le capital	- 891 491
Quote-part du capital détenu	14.29%
Valeur brute des titres détenus	1 000
Valeur nette des titres détenus	1 000
Prêts et avances consentis	302 451
Cautions & avals donnés	100 000
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	318 782
Résultat du dernier exercice clos	158 129
Dividendes encaissés	-

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

BRISSAC DISTRIBUTION
Société par actions simplifiée au capital de 50.000 euros
Siège social : Parc d'activité des Fontenelles
49320 BRISSAC QUINCE
490 172 376 RCS ANGERS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 26 JUILLET 2018
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2018

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 437 325,03 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 437 325,03 euros

En totalité au compte "Autres réserves" 437 325,03 euros

Qui, compte tenu de la distribution exceptionnelle de 90 000 euros rappelée ci-après,
S'élève ainsi à 1 330 057,30 euros.

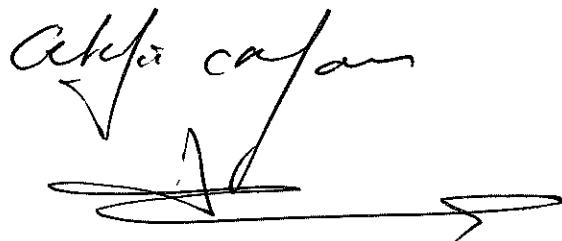
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois exercices précédents.

Toutefois, l'Assemblée Générale rappelle que par décisions unanimes en date du 19 avril 2018, la collectivité des associés a décidé de distribuer, à titre de dividendes, la somme de 90 000 euros prélevée en totalité sur le compte « Autres réserves ».

Vote de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Philippe ZAMMATTIO



BRISSAC DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 50 000 euros
Siège social : Parc d'activités des Fontanelles
49320 BRISSAC QUINCE

RCS ANGERS 490 172 376

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 janvier 2018

BRISSAC DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 50 000 €uros
Siège social : Parc d'activités des Fontanelles
49320 BRISSAC QUINCE

RCS ANGERS 490 172 376

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2018

Aux Associés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BRISSAC DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société BRISSAC DISTRIBUTION à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons, par ailleurs, procédé à des observations physiques lors de la prise d'inventaire, ainsi qu'à l'analyse de la cohérence et de la vraisemblance des fichiers de stocks servant de base à la comptabilisation de ce poste de bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

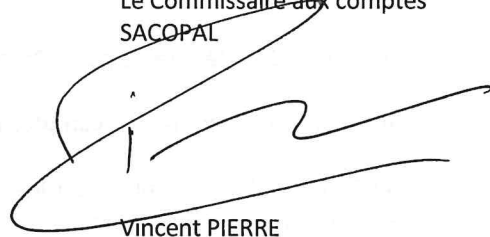
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 11 juillet 2018

Le Commissaire aux comptes
SACOPAL



Vincent PIERRE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	15 645 025	6 355 545	9 289 479	8 775 258
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	244 101	193 990	50 110	52 821
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	199 101	193 990	5 110	7 821
FONDS COMMERCIAL (1)	45 000		45 000	45 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 941 000	6 161 555	8 779 445	8 266 515
TERRAINS	1 251 206	44 269	1 206 937	1 195 584
CONSTRUCTIONS	9 555 090	3 634 095	5 920 994	6 187 269
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 190 299	1 771 091	419 207	360 207
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 228 224	712 098	516 125	330 230
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	716 179		716 179	193 223
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	459 923		459 923	455 921
PARTICIPATIONS	1 000		1 000	1 000
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	302 451		302 451	302 451
TITRES IMMOBILISES DIVERS	79 082		79 082	76 689
PRETS	73 286		73 286	71 677
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	4 103		4 103	4 103
ACTIF CIRCULANT	4 070 231	4 083	4 066 148	3 631 353
STOCKS ET EN-COURS	2 580 679		2 580 679	2 306 657
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 674		8 674	9 088
MARCHANDISES	2 572 005		2 572 005	2 297 569
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	864 688	4 083	860 605	881 350
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	134 826	4 083	130 743	116 186
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	729 861		729 861	765 164
CREANCES DIVERSES (3)	267 496		267 496	84 147
DISPONIBILITES	253 002		253 002	265 562
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	104 365		104 365	93 634
TOTAL GENERAL	19 715 257	6 359 628	13 355 628	12 406 612
(1) Dont droit au bail			45 000	45 000
(2) Dont à moins d'un an			2 378	2 544
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	1 475 573	1 038 248
CAPITAL	50 000	50 000
RESERVES	988 248	578 297
RESERVE LEGALE	5 000	5 000
AUTRES RESERVES	983 248	573 297
RESULTAT DE L'EXERCICE	437 325	409 951
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	1 475 573	1 038 248
DETTES (1)	11 880 055	11 368 364
DETTES FINANCIERES (2)	8 474 562	8 247 437
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	8 457 383	8 228 796
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	17 179	18 641
DETTES D'EXPLOITATION	3 243 761	2 960 744
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 276 859	1 829 675
DETTES FISCALES ET SOCIALES	870 936	1 040 582
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	95 965	90 486
DETTES DIVERSES	153 002	160 182
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	152 554	159 742
AUTRES DETTES DIVERSES	448	440
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 728	
TOTAL GENERAL	13 355 628	12 406 612
(1) Dont à plus d'un an	5 047 358	4 877 926
Dont à moins d'un an	6 832 696	6 490 438
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	2 457 809	2 369 550


COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	32 844 180	31 445 887
VENTES DE MARCHANDISES	32 129 057	30 827 928
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	393 898	332 920
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	32 522 955	31 160 848
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	41 101	12 853
REPRISES SUR PROVISIONS	58 086	102 488
TRANSFERTS DE CHARGES	56 861	37 918
AUTRES PRODUITS	165 174	131 778
CHARGES D'EXPLOITATION	31 941 314	30 591 388
ACHATS DE MARCHANDISES	26 945 443	25 246 782
VARIATION DES STOCKS	(221 436)	(52 409)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(426 291)	(388 431)
VARIATION DES STOCKS	414	1 968
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	1 890 863	1 977 794
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	439 525	433 502
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 052 428	2 033 788
CHARGES SOCIALES	544 925	542 968
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	708 251	670 213
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT		62 169
AUTRES CHARGES	7 189	63 042
RESULTAT D'EXPLOITATION	902 865	854 498
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPER FAITES EN COMMUN		
BENEFICE OU PERTE TRANSFERE		319
PRODUITS FINANCIERS	1 173	255
PARTICIPATIONS	706	18
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	466	257
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS		(19)
CHARGES FINANCIERES	188 093	167 101
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	188 093	167 101
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE		
RESULTAT FINANCIER	(186 920)	(166 846)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	715 945	687 971



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	123	32 716
SUR OPERATIONS DE GESTION	123	1 737
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		22 453
REPRISES SUR PROVISIONS		8 526
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 712	24 647
SUR OPERATIONS DE GESTION	9 058	2 194
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 654	22 453
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(10 589)	8 068
PARTICIPATION DES SALAIRES	128 870	123 835
IMPOTS SUR LES BENEFICES	139 161	162 254
<i>Total des produits</i>	<i>32 845 476</i>	<i>31 479 178</i>
<i>Total des charges</i>	<i>32 408 151</i>	<i>31 069 227</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	437 325	409 951
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	29 294	35 561
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les investissements de l'exercice s'élèvent à 1 412 k€ (dont 716 k€ d'immobilisations en cours), dont 193 k€ étaient portés dans le poste « immobilisations en cours » sur l'exercice précédent. Ils ont été financés par emprunts bancaires pour la totalité, dont 293 k€ étaient non débloqués à la clôture de l'exercice.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois pour les acquisitions antérieures à cet exercice.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le droit au bail est inscrit pour sa valeur d'acquisition, il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	4 à 10 ans
- Constructions :	20 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	7 à 10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	5 à 12 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 10 000 actions de 5 euros.

Fonds commercial

*Droit au bail	Acquisition le 18/01/2017	45 000
----------------	---------------------------	--------

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	244 101			244 101
Immobilisations corporelles	13 722 530	1 218 471		14 941 001
Immobilisations financières - titres	77 690	2 393		80 082
Immobilisations financières - créances	378 232	4 126	2 517	379 841
	14 422 553	1 224 990	2 517	15 645 026

Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	191 279	2 711		193 990
Immobilisations corporelles	5 456 015	705 540		6 161 555
	5 647 294	708 251 (*)		6 355 546
(*) Dont dotation :		708 251		
. linéaire				
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)				
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	62 170		58 087	4 083
	62 170	(*)	58 087 (*)	4 083
(*) Dont :			58 087	
. exploitation				
. financier				
. exceptionnel				

Passif éventuel : La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de remises perçues auprès des fournisseurs par ses coopérateurs. La quote-part de la société s'élève à 60 k€.

Dans l'attente du dénouement définitif de cette procédure, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine	0	145 644
Dotation aux amortissements théoriques	0	38 668
Cumul des amortissements théoriques	0	122 701
Valeur nettes	0	22 943
Redevances		
Afférentes à l'exercice	0	26 429
Cumulées	0	84 568
Restant à payer: . à mois d'un an	0	17 785
. de un à cinq ans	0	30 323
. à plus de cinq ans	0	0
. total	0	48 108
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	0	58 424

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	379 841	2 378	377 463
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	864 688	864 688	
Créances diverses	267 496	267 496	
Charges constatées d'avance	104 365	104 365	
	1 616 391	1 238 928	377 463

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 459 731	2 459 731		
Emprunts bancaires (1)	5 997 653	950 294	3 530 584	1 516 775
Emprunts & dettes financières divers (2)	17 179	17 179		
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	3 243 762	3 243 762		
Dettes diverses	153 002	153 002		
Produits constatés d'avance	8 729	8 729		
	11 880 055	6 832 696	3 530 584	1 516 775

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 1 922

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 131 244

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 990 548

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	18 827 465
- Drive	3 152 481
- Station-service	10 543 009
	32 522 955

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	4
- Agents de maîtrise	10
- Employés	78
	92

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 99 338 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 118 865 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Produits exceptionnels divers	0	123
Amendes et pénalités	8 540	0
Charges exceptionnelles diverses	2 173	0
	10 713	123

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	78 754
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	50 116
	128 870

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée des crédits d'impôts.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	181 755
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-42 597
	139 161

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	29 009
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	26 882

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

Une partie des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles à hauteur de 5 914 144 € (nantissement du fonds de commerce et mandat d'hypothèque à première demande sur l'ensemble immobilier avec interdiction d'aliéner publiée) et des sûretés personnelles à hauteur de 165 000 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	100 000	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	-	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	92 701	92 701
Emprunts obtenus non encaissés	807 185	807 185
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (cadres : 44%, agents de maîtrise : 43%, employés : 31%) ;
- critère de turn-over du personnel : cadres faible, agents de maîtrise faible , employés moyen ;
- table de mortalité : 2016.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 56 000 €

Entreprises liées

Participations	1 000
Créances rattachées à des participations	302 451

S.A.R.L. INSIDE
49320 Brissac Quincé
R.C.S. ANGERS
505 007 518

Filiales & participations à plus de 50 %

Capital	7 000
Capitaux propres autres que le capital	- 891 491
Quote-part du capital détenu	14.29%
Valeur brute des titres détenus	1 000
Valeur nette des titres détenus	1 000
Prêts et avances consentis	302 451
Cautions & avals donnés	100 000
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	318 782
Résultat du dernier exercice clos	158 129
Dividendes encaissés	-

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.